

Abris à l'épreuve du virus

ACCUEIL DE NUIT La crise sanitaire s'ajoutant aux premiers frimas de l'automne, les structures des villes sont dans l'embarras. La solution des abris de protection civile est remise en question, par exemple à Lausanne.

PAR RAPHAËL BESSON

Les organisations d'aide d'urgence sont sur le qui-vive. La crise sanitaire s'ajoute à l'arrivée de la mauvaise saison. Moyens financiers, locaux trop exigus, augmentation du nombre de bénéficiaires: tout se complique et s'aggrave. Le municipal lausannois Oscar Tosato a confiance de pouvoir surmonter le cap. La solution des abris de protection civile vient néanmoins d'être remise en question.



Lausanne a pris la mesure de la situation."

OSCAR TOSATO
MUNICIPAL RESPONSABLE DU SPORT
ET DE LA COHÉSION SOCIALE

Directeur de la Fondation Mère Sofia, à Lausanne, Yan Desarzens explique les craintes et les difficultés. Deux structures sont au centre de l'attention: l'accueil de nuit et la soupe populaire. En période normale, une centaine de personnes peuvent passer la nuit à l'abri. Mais à cause du virus, le chiffre baisse à une quarantaine d'individus, ce qui signifie qu'une soixantaine de personnes restent sur le carreau. «Le fait d'imposer des distances physiques, ce que je comprends évidemment, implique que nos surfaces ne sont plus adaptées.»

Soupe populaire: où aller?

L'autre sujet d'inquiétude concerne la soupe populaire. «Nous servons, actuellement, 300 repas par jour pour 180 personnes, qui viennent prendre une ou plusieurs barquettes. Dans nos locaux, nous n'aurions pas la place de les accueillir. En plus, les questions de traçabilité des gens pourraient nous poser des problèmes très ardues», relève le directeur de Mère Sofia.



La crise sanitaire s'ajoute à l'arrivée de la mauvaise saison, d'où un problème de locaux. KEYSTONE

L'institution, qui emploie 16 équivalents temps plein, veut maintenir la garantie d'anonymat pour les bénéficiaires. Le but est d'aider tout le monde, de manière inconditionnelle. Mère Sofia recherche donc des locaux plus vastes. Le Répit (accueil de nuit) occupe 200 mètres carrés. «Dans l'idéal, il faudrait 600 m²», estime le responsable. «Nous passons en revue toutes les possibilités: nous sommes obligés de nous réinventer, en fait!» Le Sleep-In, à Renens, ne cache non plus pas ses inquiétudes. «Mardi soir, nous avons dû refuser l'entrée à 25 personnes, dont certaines vulnérables», confie Malick Gehri, membre de l'association. «Au total,

nous avons accueilli 39 personnes, alors que notre capacité officielle est à 28. Nous sommes en surcapacité, ce qui fait prendre des risques sanitaires. On devient de potentiels foyers d'infection.» En conséquence, Malick Gehri souhaite le retour au dispositif mis en place ce printemps, lors de la crise aiguë, à savoir un total de 212 places d'urgence. «Pour la première fois, nous nous sommes retrouvés, le week-end dernier, avec une personne testée positive qui a été emmenée à l'Etape (ancienne auberge de jeunesse). Mais elle avait passé chez nous la nuit dans une chambre à cinq places. Comment mettre les autres en quarantaine,

c'est impossible, ils n'ont pas de foyer!», déplore le membre du Sleep-In.

A ces difficultés quotidiennes viennent s'ajouter les soucis financiers. Yan Desarzens constate: en mars-avril, Mère Sofia a bénéficié d'un véritable boom en matière de solidarité, que ce soient les dons en argent, en nature ou encore le bénévolat. A cette date, elle avait reçu l'équivalent de l'entier de 2019 (près de 300 000 francs). La baisse qui a suivi était attendue, mais la source s'est vraiment tarie durant l'été et peine à reprendre. «Nous voyons malheureusement arriver ce que nous avions craint: une crise sociale et économique. On en voit les

tressaillements et, prochainement, elle va nous exploser à la figure.»

Nouveaux marginaux

Les signes sont clairs. «La demande en produits de première nécessité croît, le nombre de bénéficiaires de l'aide augmente, des gens que l'on ne voyait pas auparavant», note Yan Desarzens. «Le «public cible» de Mère Sofia, c'est la marginalité et la grande précarité. Or en plus des pères de famille qui viennent chercher des barquettes, nous avons toujours davantage de seniors.»

Yan Desarzens craint que la générosité du public ne soit entamée si la crise perdure, voire

empire. «Chacun va réfléchir à ce qu'il risque lui-même, c'est bien normal, et il va compter ses sous.» Active depuis plus de 30 ans, la Fondation Mère Sofia a des réserves et bénéficie du soutien des autorités. «Chaque franc dépensé fait l'objet d'une réflexion», assure-t-il.

Au Sleep-In, «on est un peu à sec» côté finances, reconnaît Malick Gehri. Il juge, néanmoins, que les structures d'hébergement d'urgence devraient revenir à la gratuité, comme au plus fort de la crise sanitaire.

«Lausanne a pris la mesure de la situation», affirme Oscar Tosato, municipal responsable du Sport et de la Cohésion sociale. Par rapport à l'hiver passé, il est possible que la ville ait 35 places en moins. Pour anticiper ce risque, deux abris de la Protection civile (Rouvraie et Vallée de la jeunesse) avaient été réservés. Mais le service social vient d'apprendre que le canton de Vaud a rendu un préavis négatif sur l'utilisation de ces structures, à cause du virus.

A l'hôtel?

Lausanne est en contact avec des propriétaires pour essayer de trouver un immeuble de remplacement. Elle discute également avec Renens et Prilly. La possibilité d'utiliser un hôtel est aussi examinée. Trois personnes supplémentaires ont été engagées pour l'encadrement. Il faut être prêt pour offrir le même nombre (212) de places nécessaires, relève le municipal.

Quant à la gratuité de l'hébergement, beaucoup de réflexions sont menées. Une décision sera proposée par le Département de la santé et de l'action sociale, selon Oscar Tosato. En raison de la situation liée au Covid, un montant supplémentaire d'un million de francs a été alloué aux associations jusqu'à la fin de l'année, a fait savoir, de son côté, le canton de Vaud.

Les villes suisses se tiennent prêtes

La venue des froides nuits d'hiver obligera-t-elle les structures d'accueil d'urgence à louer des locaux supplémentaires pour respecter les distances de sécurité, tout en faisant face à la demande? Structure d'accueil de nuit dotée de 30 places, le Sleep-in de Bienne est sur ses gardes. «Nous préparons une feuille de route pour cet hiver et allons en discuter la semaine prochaine», explique Alex Bättscher, un des douze collaborateurs. Installé à la Mattenstrasse, l'immeuble qui abrite ce centre dispose de 22 places pour les hommes, sept pour les femmes et un pour les urgences. Actuellement, deux tiers des lits sont occupés, mais cela pourrait changer avec l'arrivée des mauvais jours. «Durant le confinement, à cause des mesures sanitaires, nous avons dû

diminuer de moitié notre capacité et installer 15 lits dans une autre bâtisse, propriété du groupe de scouts Orion-Bienne», poursuit Alex Bättscher.

«Depuis la fin du confinement, la situation s'est calmée. Mais cet hiver, si la situation s'aggrave, il nous faudra trouver autre chose, car les scouts utilisent leur local. Nous pourrions sans doute disposer d'un autre lieu utilisé pendant les rénovations de notre Sleep-in, il y a cinq ans, ou alors d'un sous-sol appartenant à la paroisse de Bienne.»

Abris ouverts à Genève

A Genève aussi, le Département de la cohésion sociale et de la solidarité se prépare. «Deux abris de protection civile, de 50 places chacun, ont été ouverts pour les hommes en situation

de précarité», indique Christina Kitsos, membre du Conseil administratif de la ville. Ces logements d'urgence complètent un dispositif mis en place dans le Centre d'hébergement Frank-Thomas (130 places pour les femmes et les personnes atteintes dans leur santé) et les places offertes par plusieurs partenaires associatifs. «Au total, nous disposons, en ville de Genève, de 330 places», précise l'élue.

Quant aux mesures sanitaires, elles sont appliquées «le plus strictement possible». Dans les abris PC, seule la moitié des lits est occupée. Dans le centre Frank-Thomas, une seule personne est accueillie par chambre. «Dans les structures Ville, nous disposons des données personnelles des bénéficiaires et, dans la plupart des cas, de leur

téléphone. Nous établissons donc un suivi actif de nos bénéficiaires, indépendamment de la situation sanitaire, afin de les orienter au mieux, notamment pour les personnes qui ont droit à des aides sociales ou financières», détaille Christina Kitsos.

Facteurs externes

Dans le canton de Fribourg, l'accueil de nuit de La Tuile, disposant de 30 places, se tient prêt. «Cet hiver, nous n'entendons laisser personne dehors», explique Eric Müllener, directeur. «Nous pouvons disposer de lieux d'hébergement supplémentaires en ville de Fribourg, dans des appartements et des studios. Et si vraiment les choses se gâtent, nous avons à disposition des abris de protection civile,

mais c'est une mesure qui n'a jamais été activée depuis qu'elle existe!» En Valais, l'Accueil d'urgence de Sion, géré par la Fondation Chez Paou, dispose d'un nombre de dix places extensibles à onze au maximum. «Les capacités de prise en charge de ce lieu d'accueil d'urgence permettent de répondre aux besoins durant la majorité de l'année», explique Margot Venetz, cheffe de l'Office de coordination des institutions sociales. «Nous pouvons cependant constater des pics de demandes liés à des facteurs externes (notamment les conditions météorologiques), auxquels le lieu d'accueil d'urgence tente de répondre en proposant un 11e lit en cas d'urgence.» **PIERRE-ANDRÉ SIEBER ET SEVAN PEARSON**